

## A l'assaut du chômage de longue durée



### SOCIAL

**La Suisse aime à se bercer d'illusions sur sa santé économique. Pays de croissance et de plein-emploi, vraiment? À croire Caritas, qui brosse un portrait peu flatteur du chômage dans notre pays, l'affaire n'est pas si simple. D'ailleurs, le nombre de chômeurs varie du simple au double entre les chiffres du Secrétariat d'État à l'économie et ceux de l'Office fédéral de la statistique, de 2,6% à 4,2%. Score qui se rapproche de la moyenne de l'Union européenne, de 6,3%. Sans oublier les sans-emplois de longue date, un an et plus, un problème qui concerne un cas sur sept. Pour ces chômeurs chroniques, le retour à l'emploi**

**est plus difficile et peut devenir un véritable parcours du combattant. Pourtant, il n'y a pas de chômage incompressible, estime Caritas, qui propose des solutions. Analyse et témoignage.**

Gabriel Rego Capela

**T**out d'abord, le constat: en Suisse, le chômage réel excède les chiffres des statistiques officielles. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) fixe, pour l'année 2018, un taux de chômage annuel moyen de 2,6%. Pour février 2020, il annonce 117'822 chômeurs inscrits aux ORP, soit 2,5% de la population suisse active. Une perspective réjouissante, mais erronée. En réalité, le Seco fait ses calculs sur la base d'une définition restreinte du chômage, comptabilisant les seules personnes inscrites dans les offices régionaux de placement (ORP). Il suffit de prendre la définition de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour obtenir un résultat bien différent.

#### Suisse pas si exemplaire

Selon l'OIT, est chômeur quiconque est «sans emploi, disponible pour un emploi, à la recherche d'un emploi», indépendamment de l'ORP. Avec ces lunettes-là, l'Office Fédéral de la Statistique

«Le plus dur? Faire des offres et les voir refusées, parce que le profil ne correspondait pas», expliquent les chômeurs de longue durée.

Adobestock



(OFS) dénombre, au deuxième trimestre 2019, 205'000 chômeurs, équivalant à 4,2% de la population active. Le double, en clair. Un score bien moins reluisant et qui se rapproche de la moyenne de l'Union européenne, à savoir 6,3%. Le delta est encore plus serré en retranchant l'Espagne, la Grèce et l'Italie du tableau, minées par des chômages massifs, de plus de 10%. Sans ces trois pays, la moyenne européenne ne dépasse que très légèrement celle de la Suisse, avec 4,9%. La Suisse n'est donc pas l'élève exemplaire qu'elle pense être. Elle peut même être un cancre: il suffit de regarder les chiffres du sous-emploi. Cette catégorie renvoie aux personnes qui pourraient et voudraient travailler davantage que ce que permettent leurs occupations présentes. Dans l'Union européenne, 3,4% d'actifs sont dans cette position. En Suisse, ils sont 7%.

### Profils ignorés

Si le chômage suisse est souvent transitoire, le «chômage de longue durée», d'un an et plus, n'est pas négligeable: un cas sur sept. Pour ces chômeurs chroniques, le retour à l'emploi est plus difficile et peut devenir un véritable parcours du combattant, souvent sans issue (lire ci-contre l'interview de Caroline, qui a été une chômeuse de longue durée). Les chiffres sur cette section de la population manquent. Certains d'entre eux, ayant renoncé à leur quête de travail et sortant des radars statistiques, ne sont même plus comptabilisés comme des actifs.

«Tant la Confédération que les cantons réalisent que la création d'emplois n'entraîne pas un recul du chômage; c'est même le contraire qui se produit», analyse Michel Cornut, ancien chef du Service social de Lausanne et maintenant consultant auprès de Caritas. Une allégation déconcertante, mais pourtant vraie: la Suisse génère de nouveaux emplois année après année, sans pour autant résorber le chômage de longue et très longue durée. «Le marché de l'emploi ne veut plus de certains profils, et il peut se le permettre, parce que nous faisons partie d'un marché européen et globalisé de 250 millions d'actifs», explique Michel Cornut.

En d'autres termes, la demande peut puiser dans une offre assez qualifiée et abondante, souvent venue de l'Union européenne, pour se permettre d'ignorer certains profils, ceux qui constituent le noyau dur du chômage de longue et très longue durée. Peu ou pas qualifiés, discriminés en raison de leur sexe, de leurs origines, de leurs parcours personnels ou encore de leur âge (voir encadré), ces chômeurs sont les «indésirables» du monde du travail, porteurs de «handicaps» sociaux qui leur ferment à jamais les portes de l'emploi.

### Créer des postes sur mesure

À jamais? C'est ce que conteste Caritas, qui tenait fin 2019 un colloque à Lausanne sur cette thématique avec plusieurs intervenants. L'organisation l'affirme: il n'y a pas de chômage incompressible. «Une société

avancée parvient à concilier logique marchande et exigences sociales», plaide Michel Cornut. Mais comment faire? Il suffit d'inverser le raisonnement habituel. Le chômage est toujours présenté comme le fruit d'une inadaptation de l'offre vis-à-vis de la demande. Ce serait à l'offre de s'acclimater, de multiplier les candidatures, les

formations, les changements et les recalibrages, en vue d'un jour obtenir les faveurs d'un patron. Or, cela pourrait être le contraire. «L'emploi d'inclusion que nous proposons inverse la logique: c'est l'offre de travail qui doit s'adapter au demandeur d'emploi», résume Pierre-Alain Praz, directeur de Caritas Vaud. Pour Caritas, les chômeurs de longue et très longue durée ne peuvent s'intégrer au marché du travail... qu'en travaillant. Les «handicaps» qu'ils portent sont le fait de la demande et de ce qu'elle exclut, et ne peuvent être contournés autrement qu'en adaptant celle-ci à leurs besoins. Ce ne serait donc plus au chômeur de se plier en quatre pour trouver un travail, mais à la société d'arranger un travail «sur mesure» pour le chômeur en question, en fonction de ses intérêts et capacités, et avec son accord.

Mais quel travail, et comment le financer? Deux types d'entreprises sont visées: celles opérant dans le privé, dans le cas

où un contrat peut s'y négocier, ou alors un réseau d'entreprises sociales et solidaires pour le cas contraire. Le cahier des charges, les horaires et les conditions de travail seraient aménagés en vue de faciliter la reprise de l'activité. «L'expérience montre que ce que les entreprises perdent, lorsqu'elles acceptent de telles adaptations, elles le regagnent par la suite, car l'absentéisme et le turn over diminuent, tandis que l'engagement et la productivité des employés augmentent», souligne le rapport de Caritas, «Le chômage en Suisse: quatre vérités pour un défi».

### Payé à ne rien faire

Soit, mais avec quel financement? Il viendrait de l'activation des dépenses dites «passives». «Cantons et Communes consacrent au moins 650 millions de frs à l'assistance aux chômeurs de très longue durée», d'après Caritas. Cet argent est passif dans la mesure où il vise à soutenir les chômeurs au quotidien, par l'aide sociale ou le revenu d'insertion (RI) par exemple, et ceci sans pour autant changer leur situation. Caritas propose de convertir ces sommes en salaire et charges sociales, afin d'«acheter» l'emploi en remboursant l'employeur qui se



prête au jeu. «Ne vaudrait-il pas mieux payer un chômeur à faire quelque chose d'utile à la collectivité que de le payer à ne rien faire?»

1% de ces emplois «inclusifs» suffirait pour que plus personne ne soit en situation d'inemployabilité, suivant les calculs de Caritas. Ils permettraient une insertion de fait dans le monde du travail, ouvrant même la possibilité d'une entrée ultérieure dans le marché de l'emploi «classique». Un projet intéressant, mais encore faut-il prouver son efficacité. «Il nous faut maintenant le présenter aux autorités de l'aide sociale, et aux comités des Caritas cantonales, en vue de l'adopter», annonce Michel Cornut. Le projet s'appuierait sur les institutions aujourd'hui actives dans l'insertion socioprofessionnelle», précise-t-il. Il s'agirait de les fédérer autour de cette nouvelle approche. Pour convaincre, Caritas prévoit une expérimentation sur 5 ans, avec l'accompagnement scientifique d'une haute école spécialisée, et une évaluation menée par l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP).

#### Se servir du revenu d'insertion

Certes, le concept n'est pas sans rappo-

ler des pratiques d'actualité: «Certaines organisations collaborent déjà avec un réseau d'employeurs sur le marché, par exemple pour le placement de stagiaires. D'autres proposent des emplois dans le cadre de leurs magasins, ateliers, etc.», concède Michel Cornut. Dans le canton de Vaud, l'initiative ProLog-emploi permet la création de CDD dans le domaine médico-social, au salaire minimum de la CTT du secteur, et en se servant du RI des participants (auquel on additionne la somme nécessaire) pour les financer. «La majorité des personnes qui participent à ce programme ont un CDI à l'issue de la mesure», indique Antonello Spagnolo, directeur de l'insertion et des solidarités du Département de la santé et de l'action sociale (DSAS). Mais pour Caritas, ces politiques sectorielles sont appelées à être généralisées et poussées encore plus loin. «Soit on envisage l'emploi inclusif, soit on se résigne à assister de plus en plus de personnes, en les laissant dans l'isolement et le désespoir», assure Michel Cornut. L'offre est sur la table.



Sur [www.leregional.ch](http://www.leregional.ch):  
**Vers une rente pont pour  
chômeurs âgés**

## Se reconnecter au monde du travail

«C'est un modèle qui mérite d'être étudié»: Stéphane Manco, président d'Insertion Vaud, est prudent. Comme d'autres, lors de la discussion qui a suivi la présentation du projet. «Pouvons-nous vraiment le transposer, cependant? La France et la Suisse ont des cultures et des institutions différentes», prévient-il, en référence aux expérimentations françaises qui ont inspiré Caritas.

«N'existe-t-il pas déjà tout un dispositif d'insertion, qu'il suffirait de mutualiser et compléter pour rendre l'idée possible?», se questionne Claude Borgeaud, directeur général de la plateforme d'action sociale ARAS pour la région Jura-Nord vaudois. Précisément. «Le projet consiste essentiellement dans la mise en place d'une plateforme de coordination des acteurs institutionnels existants dans tous les cantons romands, et des réseaux d'employeurs avec qui ils travaillent», clarifie Pierre-Alain Praz. Quant à la faisabilité, le directeur de Caritas Vaud admet volontiers qu'elle est encore floue: «Nous ne sommes pas encore véritablement entrés dans cette deuxième étape du projet, consistant à présenter une proposition concrète d'agence romande d'emploi d'inclusion». Pour lui, une seule certitude: «Nous sommes convaincus que pour les chômeurs de très longue durée, l'emploi d'inclusion est la meilleure démarche pour se reconnecter au monde du travail».



## Caroline, ex-chômeuse: « Il faut que les patrons nous laissent une chance »

Caroline a été une chômeuse de longue durée. C'est sur cette période difficile qui a duré plusieurs années qu'elle a accepté de témoigner, en livrant son expérience et ses réflexions.

### Pouvez-vous résumer votre parcours professionnel?

► Quand j'ai fini l'école, je me suis lancée dans la musique, au conservatoire. J'avais envie d'être professeure de musique. Malheureusement, au conservatoire, c'est souvent à la tête: si tu viens d'une famille aisée, on t'aidera, mais si tu viens d'une famille ouvrière comme moi, on te met de côté et on te fait comprendre que ta place n'est pas là. Donc voilà, j'ai essayé sans succès, et je me suis donc retrouvée, après cet échec, sans CFC, sur le marché du travail. J'ai fait 4 ans en entreprise, dans le secteur des voitures et pièces détachées, puis j'ai été licenciée pour cause de restructuration, en 2014.

### Vous avez donc vécu une période de chômage de plusieurs années. Comment celle-ci a affecté votre vie, la relation à vos proches et à vous-même?

► Je l'ai vécue comme une défaite qui m'a énormément touchée. Mes parents n'ont jamais connu le chômage à leur époque, ni mes cousins ou oncles et tantes. C'était donc quelque chose que je n'acceptais pas. En plus, je tombais sur des personnes qui me prenaient de haut au chômage. C'était comme si je me baladais constamment avec une étiquette «chômeuse» collée sur le front. J'ai vécu avec le strict minimum vital, et chaque fin de mois était une angoisse.

### Qu'est-ce qui était le plus dur à vivre pendant cette période?

► Faire des offres et les voir refusées, parce que le profil ne correspondait pas. Et les conséquences du manque d'argent: tout doit être économisé, tu ne sors plus, tu n'as plus de vie... Moi j'adorais faire du karaoké, de la musique, mais ce n'était plus possible. Quand tu as seulement 100 frs pour toi à la fin du mois, que peux-tu faire? Je ne mangeais que des pâtes ou du riz, de temps en temps mes parents m'invitaient à la maison pour manger un bout de viande, histoire de varier le goût, et voilà.

### Comment résoudre le problème du chômage de longue durée, selon vous?

► Bien sûr, les gens doivent être motivés, sinon ça ne sert à rien. Mais il faut aussi que les patrons soient prêts à engager. C'est bien joli d'avoir des CFC, mais combien il y en a qui terminent leur apprentissage et qui finissent au chômage? Sans parler de personnes comme moi qui n'en ont pas! Il faut qu'ils nous laissent une chance, tout simplement.

